

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
B. CLERFAYT

—
Note

Document de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2022-2023
B-146/1 Projet d'ordonnance
B-146/2 Rapport
Compte rendu intégral
Discussion et adaption : séance du vendredi 21 avril 2023

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,
S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,
B. CLERFAYT

—
Nota

Document van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

Gewone zitting 2022-2023
B-146/1 Ontwerp van ordonnantie
B-146/2 Verslag
Integraal verslag:
Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 21 april 2023

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/43190]

22 JUIIN 2023. — Arrêté des Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune déterminant le taux d'intérêt de référence de l'année 2023 pour la fixation du montant maximum de la subvention-utilisation pour les maisons de repos

Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de l'Aide aux Personnes,

Vu l'ordonnance du 24 avril 2008 relative aux établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ;

Vu l'article 22, § 4, de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 7 mai 2009 déterminant les règles relatives aux différentes formes d'intervention financière de la Commission communautaire commune dans la construction, l'extension, la transformation ou l'équipement des bâtiments affectés à l'exercice des activités des établissements visés par l'ordonnance du 24 avril 2008 relative aux établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année 2023, le taux d'intérêt de référence s'élève à 3,19.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.
Bruxelles, le 22 juin 2023.

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la politique de l'Aide aux Personnes,
A. MARON

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2023/43190]

22 JUNI 2023. — Besluit van de Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot bepaling van de referentierentevoet van het jaar 2023 voor de vaststelling van het maximumbedrag van de gebruikssubsidie voor de rusthuizen

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,

Gelet op de ordonnantie van 24 april 2008 betreffende de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen;

Gelet op artikel 22, § 4, van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 7 mei 2009 tot bepaling van de regels betreffende de verschillende vormen van financiële tegemoetkoming van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in de bouw, de uitbreiding, de verbouwing of de uitrusting van gebouwen bestemd voor de uitoefening van de activiteiten van de voorzieningen bedoeld in de ordonnantie van 24 april 2008 betreffende de voorzieningen voor opvang of huisvesting van bejaarde personen;

Besluit :

Artikel 1. Voor het jaar 2023 bedraagt de referentierentevoet 3,19.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2023.
Brussel, 22 juni 2023.

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,
E. VAN DEN BRANDT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/43004]

15 JUIIN 2023. — Arrêté 2023/192 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'article 22, alinéa 1^{er}, du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, remplacé par le décret du 19 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 15 février 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 15 février 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 31 mars 2023 ;

Vu le protocole n° 2023/03 du 20 avril 2023 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu le courrier du Conseil d'Etat rayant la demande d'avis du rôle (dossier n° 73.538/4) en application de l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté transpose la directive 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

Art. 3. L'article 150/4, de l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté du 3 juin 2004, est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 150/4. §1^{er}. Le fonctionnaire en activité de service obtient, lors de la naissance ou de l'adoption de son enfant, un congé parental qui peut être pris :

- soit sous la forme d'un congé à temps plein durant une période de quatre mois; au choix du fonctionnaire, cette période peut être fractionnée par mois;

- soit, quand il est employé à temps plein, sous la forme d'une réduction des prestations de moitié durant une période de huit mois ; au choix du fonctionnaire, cette période peut être fractionnée en périodes de deux mois ou un multiple de ce chiffre.

Le fonctionnaire a la possibilité dans le cadre de l'exercice de son droit au congé parental de faire usage des différentes modalités prévues au paragraphe 1^{er}. Lors d'un changement de forme, il convient de tenir compte du principe qu'un mois de congé à temps plein est équivalent à deux mois de prestations réduites de moitié.

§2. Le fonctionnaire a droit au congé parental :

- en raison de la naissance de son enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire;

- en raison de l'adoption d'un enfant, pendant une période qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme faisant partie de son ménage, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où le fonctionnaire a sa résidence, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale ou d'une affection qui a pour conséquence qu'une allocation familiale majorée lui a été reconnue en vertu de la réglementation relative aux allocations familiales qui lui est applicable, il n'y a pas de limite d'âge.

A l'issue du congé parental, le fonctionnaire a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire ».

Art. 4. Un article 150/4 bis est ajouté à l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, qui est rédigé comme suit :

“ Le fonctionnaire peut demander un aménagement de son horaire de travail pour la période de six mois suivant la fin du congé parental.

L'aménagement de l'horaire doit tenir compte des besoins du service et de ceux du fonctionnaire afin de favoriser une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie de famille.

Le fonctionnaire adresse, à cet effet, au plus tard trois semaines avant la fin de la période en cours du congé parental, une demande écrite à l'Administrateur général.

Celui-ci examine cette demande et y répond par écrit au plus tard une semaine avant la fin du congé parental en cours ».

Art. 5. Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 juin 2023.

La Présidente du Collège,
B. TRACHTE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
B. CLERFAYT

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/43004]

15 JUNI 2023. — Besluit 2023/192 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikel 22, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, vervangen door het decreet van 19 juli 2012;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 15 februari 2023;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 15 februari 2023;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, gegeven op 31 maart 2023;

Gelet op protocol nr. 2023/03 van 20 april 2023 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het schrijven van de Raad van State waarbij het verzoek om advies van de rol (dossier nr. 73.538/4) in toepassing van artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, wordt afgewezen;

Op voordracht van het lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. . Dit besluit zet de richtlijn 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot opheffing van richtlijn 2010/18/EU van de Raad, om.

Art. 3. . Artikel 150/4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit van 3 juni 2004, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 150/4. 1§ . De ambtenaar in actieve dienst krijgt, bij de geboorte of de adoptie van zijn kind, ouderschapsverlof dat kan worden genomen:

- ofwel onder de vorm van voltijds verlof gedurende een periode van vier maanden; op vraag van de ambtenaar kan deze periode worden opgesplitst in maanden;

- ofwel, wanneer hij voltijds tewerkgesteld is, onder de vorm van een vermindering van de prestaties met de helft gedurende een periode van acht maanden; op vraag van de ambtenaar kan deze periode worden opgesplitst in periodes van twee maanden of een veelvoud van dit cijfer.

De ambtenaar heeft de mogelijkheid om bij het uitoefenen van zijn recht op ouderschapsverlof gebruik te maken van de verschillende modaliteiten voorzien in paragraaf 1. Bij een wijziging van de opnamevorm moet rekening worden gehouden met het principe dat één maand voltijds verlof gelijk is aan twee maanden verminderde prestaties met de helft.

§ 2. De ambtenaar heeft recht op ouderschapsverlof:

- wegens de geboorte van zijn kind, en dit uiterlijk tot het kind twaalf jaar wordt;

- wegens de adoptie van een kind, gedurende een periode die loopt vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van zijn gezin, in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer zijn verblijfplaats heeft, en dit uiterlijk tot het kind twaalf jaar wordt.

Wanneer het kind getroffen is door een fysieke of mentale ongeschiktheid of door een aandoening die tot gevolg heeft dat een verhoogde kinderbijslag werd toegekend krachtens de regelgeving met betrekking tot de gezinsbijslagen die van toepassing zijn voor hem, is er geen leeftijdsgrens.

Op het einde van het ouderschapsverlof heeft de ambtenaar het recht om zijn functie terug te krijgen of, in geval van onmogelijkheid, een gelijkwaardige of gelijksoortige job.”

Art. 4. Er wordt een artikel 150/4bis toegevoegd aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, dat als volgt luidt:

“De ambtenaar kan een aangepast werkrooster aanvragen voor de periode van zes maanden die volgt op het einde van het ouderschapsverlof.

De aanpassing van het werkrooster dient rekening te houden met de behoeften van de dienst en die van de ambtenaar om een betere combinatie tussen werk- en gezinsleven mogelijk te maken.

De ambtenaar bezorgt hiertoe ten laatste drie weken voor het einde van de lopende periode van ouderschapsverlof een schriftelijke aanvraag aan de administrateur-generaal.

Deze beoordeelt deze aanvraag en geeft er schriftelijk gevolg aan ten laatste één week voor het einde van het lopende ouderschapsverlof.”

Art. 5. Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2023.

De voorzitter van het College,
B. TRACHTE

Het lid van het College belast met Beroepsopleiding,
B. CLERFAYT